

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 13 septembre 2024

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 24 - 480

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAZELLE A. Etablissements

ZI des Vignettes
22, rue de la Douane
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 août 2024 dans l'établissement CHAZELLE A. Etablissements implanté ZI des Vignettes - 22, rue de la Douane 10600 LA CHAPELLE SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 31 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société CHAZELLE A. fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pour non respect de prescription, la visite a pour objet de constater le retour à la conformité des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAZELLE A. Etablissements
- ZI des Vignettes, 22, rue de la Douane - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAZELLE A. exploite des installations de tri transit regroupement de déchets non dangereux et ultimes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux de surface	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre une station de traitement des eaux sur son site, les résultats de traitement des eaux sont actuellement conformes. Lors de la visite l'inspection, l'exploitant a indiqué que le traitement par charbon actif sera mis en œuvre avant la fin de l'année 2024 et permettra de disposer d'une chaîne de traitement complète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de surface

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, respect - Valeurs Limites de Rejets
Prescription contrôlée : La société « Etablissements A. CHAZELLE », en sa qualité d'exploitant, est mise en demeure, pour son site localisé 22, rue de la Douane, 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC, de respecter sous 12 mois les prescriptions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral n°00-5826A du 28 décembre 2000.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre une station de traitement sur son site afin de gérer et traiter les eaux de surface. Les résultats d'analyses des eaux transmis à la préfecture de l'Aube par courrier du 21 juin 2024 démontrent le respect des valeurs limites de rejets des eaux. L'inspection constate un retour à la conformité du site. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°PCICP2021209-0002 du 28 juillet 2021 peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure